



## CONSEIL MUNICIPAL DE VILLEBON-SUR-YVETTE DU 2 OCTOBRE 2025

Le 2 octobre 2025 à vingt heures, le Conseil municipal de la commune de Villebon-sur-Yvette, régulièrement convoqué le 26 septembre 2025, s'est réuni au lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. Victor DA SILVA, Maire.

### Présents :

M. Victor DA SILVA, M. Patrick BATOUFFLET, Mme Nathalie PLUMAIL, M. Romain MILLARD, Mme Michèle BOULANGER, M. Mohamed DEHBI (n'a pas pris part au vote de la délibération n° 2025-10-085), Mme Dominique ROUSSEAU, M. Dominique FONTENAILLE, M. Olivier LEHOUSSEL, M. Jacques FANTOU, Mme Monique BERT, Mme Nicole MARIE, M. David POLIZZI, M. Bertrand THORE, Mme Virginie POLIZZI, Mme Isabelle-Anna FILIPUZZI (n'a pas pris part aux votes jusqu'à la délibération n° 2025-10-079), M. Christophe OLIVIER, Mme Karine LORIN, M. Alexandre BOUGAUD, Mme Anne-Sophie CLAUW, Mme Dominique DURAND, M. Régis VAILLANT, M. Olivier TRIBONDEAU, M. Gilles MORICHAUD, Mme Ophélie GUIN.

### Absents excusés représentés :

Mme Olivia LUCAS – pouvoir à M. Patrick BATOUFFLET  
M. Michel CINOTTI – pouvoir à Mme Nathalie PLUMAIL  
Mme Claire ABADIE-MARTEIL – pouvoir à M. Romain MILLARD  
M. Gautier DEKERLE – pouvoir à Mme Michèle BOULANGER  
Mme Sabrina DBILI – pouvoir à Mme Monique BERT  
M. Théophile ALSAC – pouvoir à M. Mohamed DEHBI  
M. Patrick FAURE – pouvoir à M. Olivier LEHOUSSEL  
Mme Marina BOUTAULT-LABBE – pouvoir à Mme Ophélie GUIN

### SECRÉTAIRE :

M. Christophe OLIVIER.

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte tenu de sa télétransmission à la Préfecture le 10 octobre 2025 et de sa publication sur le site de la Ville le 10 octobre 2025.

En application des dispositions des articles R421-1 et suivants du code de la justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif, 56 avenue de Saint-Cloud 78000 VERSAILLES, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

La juridiction peut être saisie de manière dématérialisée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).



---

**AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LE PROJET DE REALISATION D'UN DATA CENTER A NOZAY**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2121-29 et suivants relatifs aux compétences du Conseil municipal,

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment l'article L.123-6 relatif à l'organisation d'une enquête publique portant sur la demande d'autorisation environnementale et l'article R.181-18 précisant la participation du public dans le cadre de l'autorisation environnementale,

**Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment la rubrique n°3110 relative aux installations de stockage de données (data center) et la rubrique n°1436-1 relative aux sous-stations électriques,

**Vu** le projet du campus de datacenters PAR3 à Nozay (91), fruit d'une collaboration étroite entre DATA4 et les acteurs locaux, notamment la commune de Nozay et l'Agglomération Paris-Saclay,

**Vu** le soutien au développement d'un écoquartier visant à transformer l'ancien site de NOKIA en une zone performante et durable,

**Vu** la stratégie de DATA4 pour atteindre une capacité de 1 gigawatt (GW) et devenir un acteur paneuropéen de référence dans le secteur des datacenters,

**Vu** le projet de site PAR3 s'étendant sur une surface de 125 199 m<sup>2</sup> pour une emprise bâtie évaluée à 48 282 m<sup>2</sup> au total,

**Vu** la demande d'autorisation environnementale déposée par le maître d'ouvrage pour la réalisation d'un centre de stockage et de traitement de données,

**Vu** la demande de déclaration d'utilité publique déposée par RTE (Réseau de Transport d'Electricité) pour le raccordement électrique du projet,

**Vu** les deux demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à l'implantation des bâtiments constituant le projet,

**Considérant** que le projet prévoit l'implantation de trois bâtiments destinés au stockage de données,

**Considérant** qu'il comprend également un bâtiment abritant deux sous-stations électriques, un bâtiment administratif, ainsi qu'un bâtiment destiné à la récupération et à la valorisation de la chaleur,

**Considérant** que ce projet s'inscrit dans une démarche de développement économique et d'innovation numérique, tout en intégrant un volet environnemental par la récupération de chaleur fatale,

**Considérant** que l'installation de data centers peut être une chance pour le territoire de Paris Saclay, à condition de valoriser leur chaleur fatale (énergie locale, sobre et renouvelable qui permet de réduire les factures et de contribuer à la neutralité carbone d'ici 2050),

**Vu** la note de synthèse adressée aux Conseillers municipaux,

**Considérant** la présentation à la Commission municipale du 25 septembre 2025,

**Considérant** le rapport de Monsieur Olivier LEHOUSSEL,

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,**

**EMET** un avis favorable à la réalisation du projet de Data Center PAR3 à Nozay tel que présenté, sous réserve d'une part que les prescriptions réglementaires relatives à la protection de l'environnement et à l'intégration paysagère soient pleinement respectées dans le cadre de l'exécution du projet et d'autre part, que la chaleur fatale soit valorisée.



**PREND ACTE** que le projet est soumis à autorisation environnementale conformément aux articles L.181-1 et suivants et R.181-18 du Code de l'environnement.

**PREND ACTE** de la déclaration d'utilité publique en cours d'instruction pour le raccordement électrique par RTE.

Ainsi fait et délibéré à Villebon-sur-Yvette, le 2 octobre 2025,

**Le Maire,**



**Victor DA SILVA**

**Le Secrétaire,**

**Christophe OLIVIER**

Publié sur le site de la Ville pour une période de deux mois à compter du 10 octobre 2025.